L'AFJE - 40 ans d'histoire en quelques chiffres

Si les juristes d'entreprise font de la discrétion une de leurs règles déontologiques essentielles, l'AFJE fait de la reconnaissance de cette profession qui ne cesse de se développer au carrefour du droit et de la vie des entreprises, sa mission phare depuis 40 ans.

Un peu d'Histoire :

La création de l'AFJE, en 1969, avait pour origine et raison d'être, trois préoccupations de l'ensemble de la profession : la situation exacte du juriste dans l'entreprise et la définition de ses tâches, sa situation par rapport aux autres professions du droit et enfin, la mise en place d'une formation juridique adaptée aux besoins de l'entreprise française.

Une des premières prises de positions de l'AFJE a été de s'opposer avec vigueur au projet de réglementation des professions juridiques tendant à conférer aux avocats le monopole du droit. Grâce à l'action de l'AFJE, la loi n°71.1130 du 31 décembre 1971 a expressément, et pour la première fois, reconnu l'existence de la profession de Juriste d'entreprise.

L'AFJE a contribué activement à la création, en 1982, de l'[Association Européenne des Juristes d'Entreprise \(ECLA\)](#), confédération d'associations de Juristes d'entreprise regroupant 18 pays et plus de 45000 juristes.

Aujourd'hui, avec son Président Alain-Marc Irissou, l'AFJE continue à marquer l'histoire et les relations de l'AFJE avec le monde du droit par sa prise de position **face au projet de rapprochement des Juristes d'entreprise et des Avocats.**

L'AFJE en quelques chiffres :

Aujourd'hui l'AFJE c'est :

- **40 ans** d'expérience,
- **plus de 3 700 adhérents**, contre seulement 350 en 1987,
- **560 directeurs juridiques**,
- **1 200 entreprises représentées**, contre 260 seulement en 1987,
- **Une association d'envergure nationale** présente en Ile de France et 10 délégations régionales actives,
- **La 1^{ère} association professionnelle** de juristes d'entreprise en France,
- **Le 3^{ème} mouvement professionnel** de juristes d'entreprise en Europe, membre de l'ECLA,
- **Un conseil d'administration de 21 membres** se réunissant une fois par mois,
- **Plus de 80 réunions par an** dans le cadre des 16 Commissions thématiques.

L'AFJE : l'Association des juristes d'entreprise :

sources : - enquête AFJE en collaboration avec le cabinet Robert Half – novembre 2007/janvier 2008 – panel 855 juristes

* - données AFJE sur les 1500 adhérents en 1998

Pour aller plus loin :

- enquête 2007/2008 : "[Qu'est-ce qu'un juriste d'entreprise?](#)" [Enquête Lja & AFJE](#)

- **EVENEMENT 2010** : L'AFJE a décidé de poursuivre cette démarche de recensement. Elle lance donc une nouvelle enquête, en partenariat avec IPSOS, la société Wolters Kluwer et l'Ecole Droit et Management de l'Université Paris II. L'AFJE tiendra ces nouveaux éléments à votre disposition au printemps 2010, et vous propose donc à cette occasion de faire le point avec vous sur l'évolution de la profession.

Portrait des juristes d'entreprise aujourd'hui :

- **une profession qui attire les jeunes** : 50 % des juristes ont moins de 35 ans,
- **une profession avec une forte présence féminine** : 56% des juristes (et 76 % sur la tranche d'âge des moins de 30 ans). On notera la forte féminisation de la profession qui, il y a dix ans*, ne comptait que 40 % de femmes.
- **une profession à niveau de formation élevé** : 85% des juristes disposent d'une formation universitaire (Master I ou II). On notera qu'une bonne partie d'entre eux bénéficie d'une double formation (L.L.M., M.B.A., I.E.P., écoles de commerce, C.A.P.A.)
- **une profession de passionnés** : pour 40 % des juristes, l'intérêt du poste est le premier critère dans leur choix de poste, contre seulement 6% des juristes qui considèrent que le premier critère est la rémunération.

Conditions d'exercice de la profession de juriste d'entreprise :

- **une profession essentiellement exercée dans de grandes entreprises** : 60% des juristes travaillent dans des entreprises où le C.A. est supérieur à 500 millions d'euros.
- **une profession très centralisée** : 72% des juristes d'entreprise travaillent en Ile de France.
- **une profession tournée vers l'international** : seuls 29 % des juristes déclarent travailler dans un contexte purement national, et 25% des juristes déclarent travailler prioritairement en anglais.
- **une profession au cœur des entreprises** : le juriste d'entreprise déclare s'adresser de manière à peu près équivalente à une grande variété d'interlocuteurs (*ingénieurs, commerciaux, direction financière, marketing et communication, etc.*). On notera tout de même que pour 32% des juristes la direction générale est l'interlocuteur prioritaire.
- **une fonction encore relativement stable dans l'entreprise** : 91% des juristes sont en CDI, et 44% des juristes exercent dans la même entreprise depuis plus de huit ans. On notera cependant que 56% de notre échantillon déclare envisager une évolution de poste dans les mois à venir (et que dans plus de 3 cas sur 4, leur avenir passe par un changement d'entreprise).
- **Une rémunération moyenne plutôt stable** : la rémunération est très disparate suivant la localisation et la dimension des entreprises, le niveau de responsabilité et le sexe des juristes notamment. Cependant on note que la rémunération moyenne reste relativement stable à travers les époques : cette rémunération moyenne annuelle se situe à 36 201 euros pour un juriste de moins de 30 ans et à 109 553 euros pour un juriste de plus de 50 ans.